

Enseignement supérieur//Conférence inaugurale à African university of management (AUM)

Former en fonction des poches d'activités

F.B.E.M
Libreville/Gabon

AFRICAN university of management (AUM), établissement privé d'enseignement supérieur, sis au boulevard Léon Mba à Libreville, a organisé, vendredi dernier, une conférence inaugurale sous le thème "L'approche de rupture épistémologique comme outil de développement durable : le cas d'école du Gabon et de la Côte d'Ivoire". Il s'agit d'une thématique qui se veut porteuse d'une nouvelle approche "éducation-formation professionnalisant" à même d'aider à endiguer le chômage des diplômés et déscolarisés. Autrement



Photo : F.B.E.M

L'auditoire très attentif à l'exposé du Pr Kouassi.

dit, pour « *impacter positivement la qualité de vie d'une nation.*»

Le conférencier, Léon Adian Kouassi, s'appuyant sur les exemples des deux pays que sont le Gabon et la Côte d'Ivoire, et l'Afrique noire francophone en général, part du constat que malgré les formations su-

périeures existant dans ces pays, où des diplômés y sortent pourtant chaque année, « *l'emploi manque curieusement, alors que le travail abonde...D'où le défi de former à la culture du travail qui abonde dans nos nations de l'espace de l'Afrique francophone*», a-t-il suggéré. Non sans inviter



Photo : F.B.E.M

Vue partielle des étudiants de l'AUM lors de l'exposé.

nos écoles supérieures à former désormais, et bien former, en tenant compte des poches d'activités à même d'absorber leurs diplômés, une fois hors du circuit académique. Selon lui, cette approche nécessite « *de tourner résolument le dos à la vision de la formation professionna-*

lisante, uniquement effectuée dans les salles de classe et les laboratoires, avec pour corollaire un flot de diplômés allant grossir l'effectif des sans-emplois.» Pour cela, Léon Adian Kouassi appelle les responsables d'établissements à davantage faire côtoyer le jeune au monde profes-

sionnel durant sa formation universitaire.

Il a clos son propos en affirmant que « *ce n'est que lorsque cette chaîne d'employabilité se mettra en marche que le développement dans nos pays pourra se déterminer, non plus uniquement en terme de taux de croissance, fut-il à deux chiffres, mais en terme d'Indice de développement humain (IDH).*» Et donc par la qualité de vie de la population.

Pour rappel, l'AUM forme depuis sa création, il y a deux ans, dans des domaines tels que les stratégies et communication, le droit privé et sciences politiques, l'administration des affaires, l'interpré-riat, etc.

Aide sociale

Les administrés d'Owendo à l'école du FNAS



Photo : Anifa Jordanah Tsoumba

Les échanges ont eu lieu en présence du 3e maire adjoint d'Owendo chargé de l'hygiène, environnement et patrimoine, Aloïse Opalaga (au centre). Photo de droite : Une vue des participants.

AJT
Libreville/Gabon

DANS le cadre du lancement de sa campagne d'information et de sensibilisation des Gabonais économiquement faibles (GEF) sur les mécanismes mis en place par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Fonds national d'aide sociale (FNAS) a organisé, jeudi dernier, des échanges à l'endroit des chefs de quartier, des responsables d'associations et des coopératives d'Owendo. Au cours de cette discussion, les participants ont été éduqués sur les conditions d'éligibilité, les mécanismes de financement et les conditions de mise en place des appuis aux Activités génératrices de revenus, notamment le crédit AGR. Le directeur de projets et suivi évaluation, Gustave Edzima Zogo, a ainsi invité les uns et les autres à se faire immatriculer à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS), à se constituer

en coopérative légalement reconnue, afin de prétendre à l'appui du FNAS. « *Au-delà de l'octroi des microcrédits, vous recevrez, entre autres, une formation dans la petite comptabilité, afin de veiller à ce que votre activité soit rentable, pour que vous arriviez à différencier le bénéfice réel que rapporte votre activité*», a-t-il expliqué. Pour les participants, le message est bel et bien passé. « *Nous sommes ravis de constater que l'Etat prend effectivement en considération la situation des pauvres (...). Nous avons saisi le message et sommes assez outillés pour aller retransmettre aux membres des différentes associations (les connaissances acquises)*», a rassuré Euphrasie Issanga, responsable de l'Association femmes actives d'Owendo. Cependant, elle a relevé quelques inquiétudes dans l'obtention des documents requis : « *Nous nous engageons dans les domaines que nous ne maîtrisons pas. Dans certains domaines comme la pêche, les promoteurs sont souvent victimes d'abus de pouvoir.*»

REPUBLIQUE GABONAISE
UNION - TRAVAIL - JUSTICE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE CHARGE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME GRAINE

DIRECTION NATIONALE DES PROJETS FIDA

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL (PDAR)
BP. 1386 Oyem - Gabon
Tel. 01 98 65 51/07 47 09 73/06 18 33 86, Email: pdar.fida@yahoo.fr



PDAR
Projet de Développement Agricole et Rural



FIDA
Investir dans les populations rurales

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°001/MAEAPG/DNP-FIDA/PDAR DU NOVEMBRE 2015

POUR LE RECRUTEMENT DE CABINETS/BUREAUX D'ETUDES, BUREAUX D'INGENIEURS CONSEILS ET DE FOURNISSEURS , EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE (1) LA CONSTRUCTION/REHABILITATION DES CENTRES DE GROUPAGE ET PISTES/DESSERTES AGRICOLES, (2) LE SUIVI ET CONTROLE D'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION/REHABILITATION DE CES INFRASTRUCTURES ET (3) L'ACQUISITION DE MATERIELS ET OUTILS DESTINES A EQUIPER ET ENTRETENIR CES INFRASTRUCTURES DANS LA PROVINCE DU WOLEU NTEM.

1. La République Gabonaise et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé, le 26 octobre 2007, un Accord de Prêt et de Don pour la mise en œuvre du Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR) dans la Province du Woleu-Ntem pour une durée de 6 ans. En décembre 2013, un financement additionnel a été accordé au PDAR pour la construction/réhabilitation d'infrastructures favorisant la mise en marché des productions agricoles.
2. Le PDAR entend utiliser ces ressources pour effectuer les paiements aux (1) cabinets/bureaux d'études, (2) entreprises et fournisseurs des prestations suivantes : (i) la construction de 12 centres de groupages comportant un magasin de stockage de produits agricoles, un atelier de transformation de manioc, des commodités diverses. (ii) la construction/réhabilitation de 104 km de pistes et dessertes agricoles (Haut-Ntem, Ntem, Woleu et Okano); (iii) l'acquisition de matériels et outils destinés à équiper et entretenir les pistes/dessertes agricoles et les centres de groupage.
3. Ces marchés subdivisés en plusieurs lots financés par le Prêt fiduciaire, seront attribués conformément aux Règles de Passation des Marchés en République Gabonaise et aux Directives du FIDA pour la passation des marchés approuvées par le Conseil d'Administration du Fonds en septembre 2010 et leurs amendements.
4. Les cabinets/bureaux d'études, les bureaux d'ingénieurs conseils et les fournisseurs intéressés par ces travaux, doivent fournir les informations suivantes indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdits travaux/services :
 - Note de présentation de la structure et brochures ;
 - Moyens humains, logistiques et financiers ;
 - Références d'exécution de contrats analogues ;
 - Disponibilité et qualifications du personnel clé.
5. Sur la base des réponses à l'Appel à Manifestation d'Intérêt, il sera établi une liste restreinte des cabinets/bureaux d'études, des bureaux d'ingénieurs conseils et des fournisseurs. Ils recevront une demande de propositions et seront invités à soumettre à l'Unité de Gestion du Projet, leurs offres techniques et financières. Les critères d'évaluation seront spécifiés dans la demande de proposition. La langue de soumission des dossiers est le français.